

CIBLE

Solidarité

Le système français de répartition des retraites basé sur la solidarité nationale est « *beaucoup plus sûr, beaucoup moins traumatisant pour les individus qui n'ont pas besoin de lire les pages de la Bourse pour savoir quel sera le montant de leur retraite* ».

Ce n'est pas nous qui le disons mais Henri Sterdyniak, économiste de l'OFCE, dans un entretien publié par *L'Humanité*. Et de préciser ceci : « *dans les pays-anglo-saxons, soit l'entreprise capitalise pour ses salariés et ceux-ci sont alors en très grand péril, parce que leur entreprise peut faire faillite ou, en cas de crise boursière, se retrouver étranglée et dans l'impossibilité de faire face à ses engagements* » (...) « *Soit le salarié prend les risques et sa retraite peut se réduire drastiquement en cas de crise boursière* ».

La crise est arrivée et il se vérifie qu'on ne peut garantir sur une spéculation boursière, par définition aléatoire, ces événements certains que sont la vieillesse et la mort.

Les citoyens américains vont redécouvrir cette vérité à leurs dépens mais nous ne sommes pas trop inquiets pour eux : l'État viendra à leur secours !

CRISE FINANCIÈRE

Propositions pour en sortir

États-Unis

**Candidats
décalés**

p. 5

Idées

**Jean-Claude
Guillebaud**

p. 9

La tête dans les bourses

Confrontés à l'effondrement de leur petit monde, privés de leurs repères habituels dans une actualité chamboulée, les grands médias qui se croyaient vecteurs de la modernité ultra-libérale appartiennent déjà à un passé révolu.

Signe de dépit ou d'effolement, ce titre du *Monde*, en ce **jeudi noir** du 9 octobre : « *Les Bourses ne parviennent pas à relever la tête* ». Quand on veut recourir au style imagé, il est prudent de se demander si la phrase peut être illustrée par un dessin. C'est possible, avec un peu d'imagination, si l'on reprend la célèbre métaphore du char de l'État qui navigue sur un volcan. Mais des *bourses qui relèvent la tête*, je crains que cela ne décourage les plus jolis talents. L'atroce langue de bois des chroniques boursières a depuis longtemps contaminé le « *Quotidien Vespéral des Marchés* ». Mais au moment où ces fameux marchés s'effondrent, l'aviolissement de la langue nous dit aussi que c'est toute une mécanique intellectuelle qui est en train de s'autodétruire.

La plupart des téléspectateurs et des lecteurs de la

grande presse en sont conscients - les courriels adressés aux quotidiens du matin et du soir en témoignent - mais la petite société médiatique fait comme si la tempête allait se calmer rapidement. On reste entre soi, on récite la vulgate, on prend quelques boucs émissaires pour faire croire au public qu'on appartient toujours à la *génération morale* - celle qui a accompagné et encouragé la constitution d'un système de froide injustice.

C'est ce décalage croissant des médias, leur basculement rapide dans le passé ultra-libéral, qui m'a frappé au cours de la première semaine d'octobre. Dans les débats de fin de soirée, les présentateurs habituels alignent leurs formules usées pour évoquer une crise qu'ils ne comprennent pas. Ils balbutient des bribes d'articles des *Échos*, remâchent des mots pêchés dans *Libération*, recrachent des miettes du *Monde*. Autour

d'eux, on retrouve les **experts** qui n'ont rien vu venir, les économistes de Cour qui ont déversé pendant des années le credo ultra-libéral et les **grands références** de toutes les chaînes, stations et tribunes : Nicolas Baverez, Alain Minc, sur plusieurs écrans, tentant de sauver l'idéologie dont ils se sont servis pour assurer leur emprise. Sur le plateau, on les admire toujours, on les flatte et l'on répète les mots du boursicotage : *les cours baissent, c'est le moment de faire son marché !*

Et puis il y eut, sur deux chaînes au moins, le sympathique et chaleureux Marc Touati, patron d'une société boursière, qui expliqua qu'il ne fallait pas vendre ses actions parce que les marchés allaient rebondir. Un analyste impartial, un avis désintéressé, quasiment un conseil d'ami ! Le lendemain, le surlendemain, les Bourses étaient plus que jamais en chute libre. Merci, Marc Touati !

Je ne dis pas qu'il faut bannir les boursicoteurs des écrans mais leur faire donner la réplique par ceux qui ont prévu et expliqué la crise serait la moindre des choses dans ce qu'on appelait voici peu la *société de l'information*.

Mais les médias ne se soucient pas de l'information. Ils veulent *rassurer* et ils veulent que leurs invités rassurent. Ils veulent que l'accident de parcours se termine rapidement, afin de revenir aux *sujets fédérateurs* qu'ils sont obligés d'expédier à cause de cette maudite crise : la violence des adolescents, les pédophiles, les inondations, les accidents de la route. Ils veulent, enfin, maintenir leur discours moralisateur et font un carton, à la suite de Nicolas Sarkozy, sur les **parachutes dorés** : sacrifier quelques bonshommes pour sauver le système de la spéculation et du profit à tout va, telle est la consigne qu'on applique au *Medef* et dans les médias.

Bien entendu, des contestataires (altermondialistes, bourdieusiens...) sont invités dans les grands débats mais, la plupart du temps, leurs interventions se perdent dans les flux et les reflux d'une conversation qui reste mondaine.

Qu'importe ! Les habitués des salons médiatiques, toujours parfaitement peignés (c'est ce qui me fascine, chez Nicolas Baverez), bronzés ou maquillés à ravir, ne voient pas qu'ils ont pris en quelques jours un formidable coup de vieux.

Angélique LACANE

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE : BERNARD HENRI LÉVY

SOMMAIRE : p.2 : La tête dans les bourses - p.3 : La sanction du pragmatisme - Gaz - p.4 : Deux conceptions opposées - Trichet sans esprit - p.5 : Le colosse aux pieds d'argile - p.6/7 : Crise financière : nos propositions - p.8 : Débats - Un trajet intellectuel - p.9 : Un autre commencement - p.10 : Du neuf ! - De d'Artagnan à Zidane - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Constat de faillites.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

La sanction du pragmatique

Le fin tacticien qui s'est imposé à la droite et qui a vaincu la gauche se révèle stratège nullissime à l'épreuve de la crise. La France n'a toujours pas de président.

On ne rit plus. On ne s'indigne plus. On ne polémique plus. On se contente de dresser la liste des erreurs magistrales commises par Nicolas Sarkozy et ses lieutenants depuis l'éclatement de la crise du crédit hypothécaire américain, en août 2007.

Nous savions que le supposé président était dépourvu de pensée politique. Mais nous pouvions supposer que ce personnage qui se pose en homme d'action se montrerait grand stratège en cas de difficultés majeures.

Tel n'est pas le cas. La catastrophe financière que nous vivons, la récession économique que nous allons subir s'accompagnent de la déroute des *pragmatiques*, sanction tragique du chaos qui règne dans les états-majors et de la démission intellectuelle qui marque l'oligarchie. Sans prétendre à l'exhaustivité, pointons quelques failles dans l'espoir - ténu - d'une prise de conscience salutaire :

Mépris affiché pour le débat intellectuel fondamental. Pas de pratique judicieuse sans réflexion théorique ! L'improvisation permanente, dans une intention démagogique farcie d'idéologie ultra-libérale a empêché la critique du capitalisme financier, l'anticipation de la crise et la maîtrise de ses premiers effets. De ce point de vue aussi, Nicolas Sarkozy a pleinement réintégré la *famille occidentale*.

Dilapidation de l'autorité : au lieu de se concentrer sur

l'essentiel - plan national de lutte contre la crise et négociations internationales en vue de la juguler - Nicolas Sarkozy est intervenu sur tous les terrains, en essayant de jouer tous les rôles. Le général en chef est tout à la fois lieutenant de cavalerie (au service des riches), chef de compagnie de CRS (en banlieue), éditorialiste dans le bulletin aux armées, moraliste dénonçant le *capitalisme qui marche sur la tête*, médiateur social (récusé au Guilvinec comme chez Renault), ministre de la défense (de classe) faisant fonction de commandant en second.

L'activisme inopérant est le contraire de la hauteur de vue, de la prise de distance, de la retenue d'un chef de l'État qui doit intervenir au moment crucial en s'adressant à toute la nation - et non aux seuls *marchés*.

Confusion dans le commandement. Le double langage et les messages contradictoires des prétendus dirigeants ont provoqué dans le peuple français l'angoisse que ces grands *communicants* voulaient éviter. L'an dernier, François Fillon déclarait l'État *en faillite* tandis que Christine Lagarde affirmait que la crise financière était derrière nous. Nous voici en pleine crise et l'État trouve des milliards pour sauver des banques - ce que les Français ne parviennent pas à comprendre. La communication sur la récession a été ridicule : tandis que les ministres rivalisaient dans l'enfumage sémantique

(*croissance négative, mauvaise passe conjoncturelle qui reste temporaire*), les citoyens pouvaient lire dans n'importe quel quotidien les chiffres qui montrent la dégradation du pouvoir d'achat, de l'emploi, du commerce extérieur, de l'activité économique...

L'exposé des moyens de lutte contre la crise n'est qu'un tissu de propos contradictoires tenus par les conseillers de l'Élysée, le condamné en sursis de Matignon et divers ministres. Henri Guaino plaide pour la politique du déficit budgétaire qui est condamnée par François Fillon et ses ministres mais que Nicolas Sarkozy semble entériner. C'est le Premier ministre qui lance un appel à *l'unité nationale* alors que cette initiative solennelle revient normalement au président de la République. C'est Claude Guéant, secrétaire général de la Présidence, qui discrédite Nicolas Sarkozy en avouant qu'*il n'avait pas prévu les conséquences de cette crise*... C'est Nicolas Sarkozy lui-même qui se couvre de ridicule en condamnant les pratiques d'un capitalisme financier qu'il a lui-même encouragé et en assurant chaque jour que la situation est parfaitement maîtrisée - répétition qui engendre le doute puis l'inquiétude et l'angoisse. C'est tout le gouvernement qui tente de colmater les brèches (après razzia sur le livret A) tout en continuant de réciter le credo ultra-libéral.

Prise au dépourvu par la violence de la crise, c'est la *gouvernance* qui crée de l'affolement.

Yves LANDEVENNEC

Gaz

Le groupe EDF-Suez vend son gaz à un prix plus élevé que celui qui est réglementairement fixé par l'État. Selon la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR), les prix pratiqués « *sont 5 % plus chers que les tarifs réglementés pour les clients qui consomment beaucoup, entre 10 et 15 000 kilowatt-heure (kWh), et 20 % plus chers pour les petits consommateurs (moins de 1 000 kWh)* ». D'où la lettre que j'ai adressée à Nelly Kroes, commissaire européen à la concurrence :

Madame le Commissaire,

Étant entendu que la concurrence permet aux consommateurs de bénéficier de prix plus compétitifs, je ne peux que déplorer que la direction générale du groupe GDF-Suez échappe à votre logique, pourtant réputée implacable. Voilà un bien mauvais tour joué par un groupe nouvellement créé, grâce aux subventions éhontées dont GDF aura été nourri pendant des décennies par des ignominieux contribuables français, et grâce au marché boursier qui accueille là un groupe dont le souci de pratiquer des prix toujours plus bas et un service toujours plus élevé crève évidemment les yeux.

Heureusement que vous et vos respectueux collègues commissaires êtes à nos côtés pour nous permettre, enfin, de goûter aux joies de l'économie de marché ouverte, libre, et tellement citoyenne. Continuez ce louable combat et débarrassez-nous des bolcheviques qui re-nationalisent tout en ce moment.

Bien respectueusement.

Le Sapeur Camenbert

Deux conceptions opposées

Pour les experts en relations sociales, qui ne cessent de constater une diminution du taux de syndicalisation en France, l'avenir du syndicalisme passerait par une réorientation stratégique en faveur du syndicalisme de service. Un débat que fait ressurgir le prochain congrès de la CFTC.

Le congrès de la CFTC qui se tiendra à Strasbourg du 28 au 31 octobre 2008 ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices pour Jacques Voisin. Le président sortant de la centrale chrétienne aura, en effet, un challenger en la personne de Joseph Crespo, l'actuel président de la fédération de la métallurgie CFTC. À la différence de 1999, où le président de l'époque, Alain Deleu, avait dû batailler ferme pour être réélu face à un rival que quasiment rien n'opposait si ce n'est la haine farouche qu'ils éprouvaient l'un pour l'autre, cette année c'est la conception même du syndicalisme qui est en jeu.

Pour le chef des métallos, la CFTC ne parviendra à sauver sa représentativité - fondée, depuis la loi adoptée en juillet dernier, sur l'audience obtenue lors des élections en entreprises - que si elle se rapproche du terrain, si elle développe l'adhésion et développe le syndicalisme de service. En revanche, pour le tenant du titre, le syndicalisme de service ne constitue que l'un des piliers du syndicalisme parmi d'autres : la gestion des organismes paritaires (sécurité sociale, retraites complémentaires, formation professionnelle continue...), les négociations entre partenaires sociaux à l'échelon interprofessionnel et les relations tripartites entre confédérations syndicales, organisations patronales et État.

Cette approche de l'actuel président confédéral est plus complète : elle reconnaît le rôle fondamental que jouent les syndicats dans la construction du modèle social français pour tous les salariés de notre pays. Tandis que le syndicalisme de service ne s'adresse qu'aux adhérents des syndicats dans les entreprises : une conception du syndicalisme qui arrange le Medef qui voit en elle la possibilité d'installer un syndicat maison adoubé par une confédération. Plus grave encore, le syndicalisme de service s'apparente, en fait, à du clientélisme : les syndicats ne défendraient plus, alors, le bien commun à tous les salariés dans les entreprises, les branches et à l'échelon national, mais uniquement les intérêts particuliers des syndiqués : ne pourraient prétendre à une avancée sociale contenue dans un accord d'entreprise (par exemple une augmentation de salaire), que les adhérents d'un syndicat signataire de l'accord.

Et si l'on va plus loin dans le raisonnement, ce syndicalisme au service d'une clientèle particulière est plus proche de l'organisation mafieuse, où on se rend des petits services entre amis, à condition d'avoir fait allégeance au même parrain.

Avant de promouvoir ce type d'idées, nos experts patentés auraient intérêt à réfléchir un peu plus loin que le bout de leur nez.

Nicolas PALUMBO

Trichet sans esprits

Sur ordre de notre directeur politique, le colonel Sponz, chef des services secrets royalistes, est parti à la recherche des « éléments de confiance » évoqués par Jean-Claude Trichet...

La mission est claire. J'ai en mains le document de référence, bourré d'indices. C'est une déclaration du dénommé Trichet, Jean-Claude, patron de banque centrale, domicilié à Francfort (zone euro). Le susnommé déclare le 9 octobre au soir : « *Nous nous sommes unis au niveau de la planète entière. Nous appelons l'ensemble des acteurs du marché, qui sont dans un état de turbulence accentué, nous leur disons reprenez vos esprits, il y a des éléments de confiance qui sont là* ».

Contexte : le 9 octobre dans la journée, le renommé Trichet et ses collègues américain, britannique, canadien, suédois et suisse ont baissé d'un demi-point leurs taux directeurs.

Pré-contexte : le 4 octobre, le même Trichet avait annoncé que la Bécéheu maintenait ses taux inchangés. Motif : des risques à la hausse des prix à cause de hausses de salaires.

Constat : en cinq jours, le risque inflationniste a disparu puisque la Bécéheu baisse son taux.

Conclusion : mener enquête sur disparition inflation ; déposer un sujet de thèse sur « *La conception trichetienne de la méta-contextualité et de l'infra-contextualité inflationnistes* ».

Quant à l'enquête en cours, je n'ai pas retrouvé les « *éléments de confiance* » : le 10 octobre, les Bourses européennes ont continué leur chute abyssale malgré l'affir-

mation vespérale du sieur Trichet. J'ai donc enquêté auprès des soi-disant « *acteurs de marchés* » :

1/ Filature jusqu'à Monaco de plusieurs d'entre eux appartenant au groupe Fortis (en déconfiture, racheté par Paribas) et réunis dans un restaurant de luxe de la Principauté pour un déjeuner qui a coûté la modique somme de 150 000 euros (pour 50 convives). Résultat de la filochette : néant. Loin de reprendre leurs esprits, les « *acteurs de marché* » les avaient perdus dans les vapeurs et les brumes de vins généreux. Au lieu de l'exubérance irrationnelle des marchés, j'ai constaté une forte tendance en faveur de la sieste.

2/ Filature de Daniel Bouton, patron de la Société générale qui a spéculé contre sa banque en revendant ses stock-options. Résultat : zéro. Le sujet Bouton ne donne aucun signe de « *turbulence* » : il jouit paisiblement de son article.

3/ Filature d'Alain Minc : l'homme est sans esprit, mais pas sans avoirs. Il est calme, et dit qu'on s'énervait pour rien.

4/ Proposition : aller chercher des éléments de confiance dans les spectacles de Bigard, les films avec Christian Clavier, les chansons de Carla Bruni.

Colonel SPONZ

Le colosse aux pieds d'argile

La démocratie américaine est déstabilisée par la crise financière.

On ne peut imaginer débat plus décalé que celui entre John McCain et Barack Obama dans le dernier mois de la très longue campagne pour l'élection présidentielle américaine. Les deux héros sont visiblement fatigués au terme d'une année d'un marathon politique épuisant. Celui-ci nous avait tenus en haleine jusqu'à la fin, côté démocrate. Un enthousiasme inhabituel mobilisait les jeunes. L'in vraisemblable semblait possible. L'Amérique allait changer. On y croyait. Le monde entier voyait Obama.

Par sa soudaineté et son ampleur, la crise, quoique non inattendue, a surpris tout le monde. Elle a bouleversé tous les plans. Survenant tout à fait à la fin de la campagne, elle ne reçoit aucune réponse réfléchie, ni du pouvoir en place, qui ne bénéficie plus d'aucune légitimité, ni des candidats, qui n'avaient pas anticipé, trop occupés à la gestion de leur machine à produire des bulletins de vote. Bref personne n'est au rendez-vous.

Alors que rien ne semblait joué, Obama se trouve propulsé dans les sondages. La crise forcément pénalise le camp du sortant. Mais ni l'un ni l'autre des candidats n'ont rien fait pour cela. Le basculement est mécanique. Il ne tient pas aux programmes qu'ils ont développés ou plutôt qu'ils n'avaient pas mis au point sur ces sujets nouveaux qui les interpellent avant même d'être aux affaires.

Obama se détache mais l'élan qui le portait est comme cassé. L'exaltation qu'il suscitait ne tenait pas à la crise, mais à l'image qu'il projetait

d'une nouvelle Amérique politique. On ne l'associait pas à l'économie. Tous ceux qui s'étaient pris à croire à son slogan : « **nous pouvons changer** » sont quelque peu démoralisés. Obama bénéficie toujours de leurs faveurs, mais ils se rendent compte - et lui-même le premier - que ce n'est pas vrai, ce n'était qu'une illusion. Oui, l'Amérique présentera une nouvelle image à l'extérieur, mais elle ne changera pas ni si vite ni si profond qu'on l'espérait, car le pouvoir politique, démocratique, n'est pas tout.

Si on lit de près les propos tenus par le candidat démocrate, on n'y trouvera aucune mention d'un *New Deal*. Roosevelt a été élu en 1933 sur ce thème et, pendant les cent premiers jours du Congrès, fera voter un moratoire sur la dette, une dévaluation du dollar, un programme d'investissements publics sans précédent. On ne voit rien de semblable se profiler à l'horizon. L'un et l'autre discutent de programmes compliqués d'exemptions fiscales et de quelques économies d'énergie. Le décalage est saisissant.

On l'a dit : Obama a pour référence les années Reagan, comme McCain les années Viêt-Nam. Il est vrai que l'on discute du bilan des années Bush et pas d'autre chose. Obama a raison de se concentrer sur le vrai responsable de ce « mess » et de ne pas le laisser échapper par les mailles du filet. Mais qui dit les années Bush dit l'Amérique post-11 septembre 2001.

De même que Roosevelt s'en prenait à son prédécesseur, le républicain Hoover, pour ne

pas avoir réagi à la crise de 1929, survenue six mois après son entrée en fonctions, de même Bush devra finalement rendre des comptes sur la façon dont il a géré l'événement majeur de sa présidence survenu un peu plus de sept mois après son intronisation. Le 11 septembre aura servi à tout justifier, aussi bien les guerres que les déficits : la dette a presque doublé au cours de ces huit années. Tout était bon, tout était permis, pour fait de terrorisme.

Il n'est pas nécessaire d'accuser de tous les maux le jeu du marché. Le politique a lâché toutes les rênes parce qu'il s'est laissé obséder jusqu'à la folie par un délire sécuritaire et idéologique. L'économie n'avait plus d'importance sinon par rapport à cette obsession. Celle-ci transpire d'ailleurs dans les propos des deux candidats qui sont d'accord pour ne plus dépendre du Moyen-Orient pour leur pétrole. En quoi serait-ce la raison de la crise sinon par ce truchement de la réaction au 11 septembre ?

Des historiens ont montré que des puissances ont été écrasées par le poids de leur propre appareil militaire devenu insoutenable pour leur économie, tels les colosses de l'Antiquité.

Ni maquillage, ni chirurgie esthétique : une cure d'amaigrissement ne sera pas inutile à l'obèse Amérique. Elle passe par un réexamen fondamental du monde post-11 septembre. Obama peut ouvrir la voie, mais on ne renversera pas du jour au lendemain le poids de ces huit années de plomb. Il ne faudra pas s'en tenir à éponger les ardoises des banques. Il faut réviser notre intelligence.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **RUSSIE** – Il y a un an la justice russe avait déclaré impossible, en raison d'un point technique de droit, la réhabilitation officielle du tsar Nicolas II et de sa famille. Réhabilitation réclamée depuis longtemps par les sympathisants monarchistes et les descendants de la dynastie des Romanov. En appel, la Cour suprême de Russie vient de casser cette décision. « *Le président de la Cour suprême a établi que [le tsar Nicolas et sa famille] avaient été exécutés sans fondement et qu'ils devaient être réhabilités. La décision est définitive* » a déclaré son porte-parole. Se félicitant de cette « *décision symbolique* », Alexander Zakatov, représentant les Romanov, a expliqué « *Il est très important pour notre société qu'un crime commis il y a 90 ans soit condamné et que les accusations injustes contre le tsar et sa famille, selon lesquelles ils étaient les ennemis du peuple, soient effacées* ».

♦ **FRANCE** – Lors de l'assemblée générale de l'association Gens de France, le prince Jean, duc de Vendôme, a évoqué les rumeurs concernant ses prochaines fiançailles. Sans les confirmer ni les démentir il a tenu à préciser que ce serait lui-même qui annoncerait éventuellement les choses en temps opportun. Selon *Point de Vue*, Philomena de Tornos est espagnole, sa mère est autrichienne, elle est âgée de 31 ans, et son grand-père, Juan de Tornos était le chef du secrétariat du comte de Barcelone, prétendant en exil au trône d'Espagne, et père de l'actuel roi Juan Carlos.

♦ **DANEMARK** – C'est le 7 juin prochain que les Danois seront appelés à décider par référendum des modifications dans les règles de succession au trône. Il s'agit de donner des droits égaux aux enfants royaux sans distinction du sexe. « *Nous voulons l'égalité dans la société danoise, cela s'applique aussi en ce qui concerne le trône danois. A l'heure actuelle les garçons ont la préséance sur les filles. Nous avons le sentiment que les filles doivent avoir les mêmes droits* » a déclaré le Premier ministre Anders Fogh Rasmussen. Cette modification n'aura d'effet que dans un futur éloigné puisque Frédéric, le prince héritier, a deux enfants dont l'aîné, le prince Christian, est un garçon. En 1953, un premier amendement à la Constitution avait permis aux filles du roi de devenir reine en l'absence de fils. Ce fut le cas en 1972 avec l'accession au trône de Margrethe II, qui règne toujours à 68 ans et jouit d'une grande popularité.

♦ **NÉPAL** – Vivant dans un ancien relais de chasse près de Katmandou, l'ancien roi Gyanendra a fait sa première apparition publique depuis l'abolition de la monarchie à l'occasion de Dashain, la plus importante fête du calendrier népalais. Ce fut l'occasion pour plusieurs milliers de Népalais de venir demander sa bénédiction à l'ancien roi, révérend comme une réincarnation d'une divinité hindoue par ses partisans.

Nos propositions

A l'Élysée, on avoue qu'on n'a pas vu venir la crise financière. À Matignon on reconnaît que, celle-ci survenue, on n'a pas su en mesurer l'ampleur. À Bercy, Christine Lagarde s'était spécialisée pendant un an dans le déni de réalité...

Cet aveuglement est scandaleux car tout était facilement prévisible. Nous avons annoncé qu'une crise systémique était inéluctable et nous l'avons correctement analysée. Mieux : la *Nouvelle Action royaliste* fait depuis plusieurs années des propositions pour une refonte du système du crédit et du système monétaire international sous l'impulsion d'une Confédération européenne.

A *Royaliste*, nous avons publié à de nombreuses reprises nos avertissements quant au risque d'une crise systémique. Ceux-ci avaient été résumés dans le Rapport politique présenté par le Comité directeur au 27^e congrès de la *Nouvelle Action royaliste* le 13 avril 2008. Ce document interne, d'ordinaire réservé aux seuls adhérents, doit être cité aujourd'hui dans la mesure où il permet de se remémorer les facteurs qui ont déclenché et propagé la crise actuelle :

« La **crise financière** qui a commencé aux États-Unis en août 2007 tient à une cause immédiate : le manque de liquidité interbancaire qui est la conséquence des difficultés majeures survenues sur le marché hypothécaire en raison de l'augmentation des défauts de paiements des emprunteurs à faible revenu. Les premières faillites d'établissements financiers ont provoqué une inquiétude d'autant plus grande qu'elles se sont accompagnées d'une forte baisse des biens immobiliers et de la ruine d'un nombre croissant de ménages américains dans un contexte caractérisé par un endettement excessif des ménages.

« Dès octobre 2007, il était certain que la crise américaine se prolongerait

tout au long de l'année 2008 et qu'elle se traduirait par des chocs mettant en péril la finance internationale et l'économie d'un grand nombre de pays, en Europe de l'Ouest tout particulièrement. Cette contagion a été niée par l'ensemble des responsables de l'*Union européenne* et tout spécialement par ceux de la zone euro. Leur aveuglement est dramatique car les principales puissances européennes sont confrontées à une crise bancaire marquée par des pertes encore incalculables et par une forte contraction boursière. Cette crise bancaire est aggravée par une crise monétaire : la récession américaine et les baisses de taux d'intérêts décidées par la *Réserve fédérale* provoquent une baisse rapide du dollar et une surévaluation automatique de l'euro qui est en train de ruiner l'industrie française. La hausse des matières premières et la hausse des prix qui en résulte aggravent encore la situation.

« Selon les craintes que nous avons régulièrement exprimées, la globalisation financière nous précipite dans une crise systémique qui menace d'autant plus la croissance des économies nationales que le pouvoir d'achat des ménages est fortement réduit par la pression sur les salaires et par l'inflation. C'est seulement le crédit à la consommation,

accordé à des taux usuraires, qui permet de soutenir l'activité économique.

« Cette situation critique met en évidence l'échec de l'ultra-libéralisme et l'insuffisance de la réaction des banques centrales qui se contentent d'injecter une masse considérable de liquidités dans le système bancaire pour éviter une crise de crédit qui lui serait fatale. L'inertie de la *Banque centrale européenne* qui se refuse à maîtriser la parité euro/dollar est criminelle.

« À terme, le contrôle des États sur le système du crédit, le contrôle de la circulation internationale des capitaux et le retour à un système de changes fixes, que nous demandions lors de notre dernier congrès, s'impose désormais dans l'urgence ».

Nous ne nous sommes pas contentés d'analyser et de prévenir. Nous faisons depuis plusieurs années des propositions en vue d'une refondation complète du système économique, monétaire et financier, en France et en Europe mais aussi sur le plan mondial. Voilà qui peut paraître bien prétentieux de la part d'une petite organisation politique. Voilà qui paraissait absurde aux idéologues du **marché**, qui professaient que la soumission du financier à l'économie et de l'économie au politique relevait de la nostalgie de temps abominables et à jamais révolus. Mais les Américains et les Anglais nationalisent des banques (nous demandons depuis plusieurs années la nationalisation des établissements financiers français) et l'on envisage, tardivement et dans le désordre, des mesures qui sont en rupture avec l'ultra-libéralisme. Nous avons présenté quant à nous un projet cohérent de révolutions économiques et sociales.

Quant au **système monétaire** d'une partie de l'Europe, nous constatons lors de notre congrès du 2 avril 2006 (1) l'échec de l'euro :

« - Mal acceptée par les populations qui ont durement ressenti les hausses de prix, la nouvelle monnaie n'a pas fait naître une conscience européenne post-nationale ni empêché la crise politique européenne révélée par les référendums français et hollandais.

« - L'euro reste dépendant des décisions américaines qui déterminent dans une large mesure les mouvements conjoncturels dans notre zone monétaire : la force du dollar par rapport à l'euro a favorisé la croissance entre 1999 et 2002. Souhaité par la *Banque centrale européenne*, l'euro fort a été un facteur important de la logique de récession entre 2002 et 2005.

« - L'euro n'a pas permis l'unification des prix ni assuré la convergence des économies nationales.

« En revanche, tous les peuples de la zone euro souffrent des conséquences de la politique monétaire restrictive arbitrairement décidée par la *Banque centrale européenne* au nom de la lutte contre une inflation salariale inexistante ».

D'où la nouvelle politique monétaire que nous proposons :

« le Réseau européen de banques centrales doit être contrôlé par le *Conseil européen* qui aura à assigner à la *Banque centrale européenne* des objectifs de croissance économique et de soutien aux exportations de l'Union - sans égards pour le taux d'inflation.

« La monnaie unique doit être abandonnée au profit d'une monnaie commune conçue comme unité de compte globale et instrument de réserve ; elle sera uniquement détenue par les Banques centrales de l'*Union européenne* ; les monnaies nationales seront convertibles dans la monnaie commune, selon des taux de change révisables - ce qui permettra des dévaluations et des réévaluations décidées par le *Conseil européen*, maître de la politique de change de l'Union ».

Dans le domaine international, nous souhaitons que « le *Conseil européen* engage la réforme du système monétaire et financier international » :

« Le retour à l'ordre financier mondial implique le contrôle des mouvements internationaux de capitaux afin d'empêcher les opérations spéculatives et de lutter contre le crime organisé. Il est également indispensable de transformer le rôle du *Fonds monétaire international* qui devra se concentrer sur la distribution la plus large possible de crédits. La garantie préalable qu'il accorde aux emprunts internationaux ne doit pas lui permettre d'imposer aux gouvernements des conditions économiques et sociales insupportables.

« Quant au système monétaire international, la *Nouvelle Action royaliste* estime qu'il est dans l'intérêt des nations européennes de limiter les effets pervers de la puissance américaine, à travers le rôle mondial du dollar.



« Trois principes doivent être posés :

« - création de systèmes monétaires continentaux, sur le modèle de la monnaie commune européenne ;

« - retour aux changes fixes entre ces systèmes, afin de donner un fondement solide aux accords commerciaux internationaux et pour assurer sur le long terme la stratégie des exportateurs ;

« - création d'une monnaie de réserve mondiale, fondée sur un panier de monnaies ».

Cette réforme monétaire et financière doit être conçue dans le cadre d'une organisation du monde en grands ensembles continentaux. Pour notre propre continent, nous affirmons la nécessité de refonder l'*Union européenne* - enfermée dans les contradictions de ses traités successifs - sur un mode confédéral qui a été précisé lors du 23^e congrès de la Nouvelle Action royaliste, en mars 2004 :

« L'Europe est un ensemble à repenser avec toutes les nations qui participent depuis des siècles à son histoire - y compris celles qui jouent un rôle décisif sur le continent comme la Fédération de Russie et la Turquie.

« Cet ensemble est en mesure de s'organiser sous la forme souple d'une confédération d'États vouée à la mise en œuvre de plans et de programmes d'intérêt commun :

« - sa politique monétaire au sein du *Fonds monétaire international* et de la *Banque mondiale* doit pousser ces institutions à se consacrer à la mise en œuvre de politiques de développement ;

« - sa stratégie monétaire commune doit viser à la définition d'un système fixe de changes entre les principales monnaies mondiales ;

« - son plan de développement économique et social doit s'appuyer sur

une Banque européenne soumise à un étroit contrôle politique ;

« - sa politique de recherche commune et d'équipement doit mobiliser la coopération des organismes publics ;

« - sa politique de services publics doit assurer leur reconstruction et leur extension ;

« - son organisation commune des échanges agricoles et sa politique commerciale commune doivent reprendre les principes de la préférence communautaire et du tarif extérieur commun.

« La politique confédérale de défense serait conduite dans le cadre de l'*Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe* (OSCE), sous l'égide de l'autorité politique confédérale, les nations disposant de la dissuasion nucléaire conservant l'entière maîtrise de leurs moyens, tout en développant la coopération dans le domaine des industries militaires et spatiales [...]».

« Dans l'ordre institutionnel, il suffirait que l'actuel *Conseil européen*, élargi aux chefs d'État et de gouvernement de toutes les nations du continent, se définisse comme le centre politique de décision et d'impulsion de la Confédération. Ses décisions seraient mises en œuvre par un *Conseil des ministres* responsable des divers aspects des politiques communes, une Commission strictement administrative veillant à la bonne exécution des projets, des plans et des programmes. À l'*Assemblée européenne*, élue, serait attribué un rôle de proposition et de consultation ».

Nous aurons maintes occasions, dans les prochains mois, de préciser et de développer cet ensemble de propositions.

Sylvie FERNOY

📄 (1) Les motions des congrès de la Nouvelle Action royaliste peuvent être consultées sur notre site : www.narinfo.fr.st

Débats

Un trajet intellectuel

Dans les grands médias, les débats sur la crise sont médiocres ou nuls. Dans les revues et sur la Toile, en revanche, les analyses sont de grande qualité et les controverses sont d'une belle rigueur et parfois d'une haute technicité. Les principales références sont d'un accès facile :

Dans la revue *Le Débat* (1), le dossier sur la tourmente financière contient deux articles remarquables : celui de Jean-Luc Gréau qui met clairement en évidence l'irresponsabilité des marchés, et celui de Paul Jorion, économiste et anthropologue, qui montre comment l'anticapitalisme s'invente aujourd'hui et qui propose que l'on adopte un principe simple : « *Les paris relatifs à l'évolution d'un prix sont interdits* ». Principe à la fois sage et révolutionnaire, qui mérite intense réflexion. On peut aussi retrouver Paul Jorion sur son blog (2) pour une analyse quotidienne de la crise financière.

Parmi ceux qui ont annoncé la crise et qui expliquent aujourd'hui son déroulement, les textes de Jacques Sapir constituent une référence indispensable. Le dernier en date, qui comporte une analyse complète du plan Paulson, a été publié sur la Toile (3) et vient heureusement compléter son dernier ouvrage (4).

Jacques BLANGY

(1) *Le Débat*, numéro 151, septembre-octobre 2008. prix franco : 18 €. [Achat immédiat](#)

(2) <http://www.pauljorion.com>

(3) <http://www.arhv.lhivic.org/index.php/2008/10/06/833-trop-peu-trop-tard>

(4) Jacques Sapir - « *Le Nouveau XXI^e siècle* », Seuil, 2008, prix franco : 20,50 € [Achat immédiat](#)

Présenter la pensée d'un homme, dont la mobilité de pensée semble être justement la caractéristique essentielle, paraît a priori un exercice difficile. C'est ce défi qu'Olivier Dard a relevé avec succès avec sa biographie de Bertrand de Jouvenel.

Une biographie intellectuelle, c'est bien de cela dont il s'agit, même si l'on y retrouve des éléments de la vie privée, mais qui ne sont retenus que dans la mesure où ils influencent la vie intellectuelle. Olivier Dard s'attache à analyser les travaux éditoriaux et les ouvrages multiples de Bertrand de Jouvenel, mais il y ajoute l'exploitation systématique d'une source nouvelle, pertinente et passionnante : 250 cahiers qui tiennent à la fois du journal intime et du document de travail. On y suit au plus près toutes les difficultés que rencontre l'intellectuel, dans l'élaboration et l'exposition de sa pensée, quand il ne veut pas se réduire à n'être que l'instrument docile d'une idéologie toute faite, ni se satisfaire de la très confortable position du penseur indifférent aux réalisations concrètes.

La pensée de Bertrand de Jouvenel se veut une pensée dans le siècle. L'histoire, l'analyse économique et sociale, la futurologie ou la réflexion écologique, pour reprendre quelques grands thèmes jouvenéliens, sont mobilisées au service d'une meilleure compréhension du présent qui doit elle-même déboucher sur la mise en œuvre d'une politique éclairée. Mais la tâche est ardue, et au fil des cahiers, on voit Bertrand de Jouvenel passer de l'enthousiasme à l'incertitude, s'abandonner à de petites complaisances ou succomber à de grandes

illusions, douter de son travail ou de ses capacités, puis se remettre à l'ouvrage, avancer péniblement mais avancer toujours.

Son parcours d'avant-guerre ressemble à celui que connaissent bien d'autres de sa génération. Cet aristocrate républicain veut d'abord rénover un parti radical vieillissant, en lui proposant une refonte complète des institutions et la mise en œuvre d'une **Économie dirigée** (il semble qu'il ait inventé l'expression). Déçu par Daladier, il rejoint les *Croix de Feu* au lendemain du 6 février 34. Il les quitte pour le PPF de Doriot, où il retrouve son ami Drieu La Rochelle. Antimunichois par fidélité à ses amis tchécoslovaques, il quitte le parti. Partisan de toujours d'une Europe unie (une des rares constantes de sa pensée) et du rapprochement franco-allemand, il le reste alors même que les nazis se sont emparés du pouvoir à Berlin. Grâce à son ami Otto Abetz, Bertrand de Jouvenel, dont la mère était la fille d'un industriel juif alsacien, sera un des rares journalistes français à pouvoir interroger Hitler, un entretien - il le reconnaît lui-même plus tard - qui sera instrumentalisé par la propagande nazie.

Pendant l'Occupation, il fréquente les milieux collaborationnistes parisiens mais on apprendra bientôt que c'est sur instruction des services secrets de Vichy. Inquiété par la Gestapo, il se retire sur ses terres de Corrèze, puis

finalement, alors que toute la France est occupée, il se réfugie en Suisse. Au lendemain de la Libération, cet anticomuniste fervent qui ne manifeste non plus aucune sympathie pour le gaullisme (cela aussi restera) est mis en quarantaine. Du moins en France. Dans le monde anglosaxon, sa notoriété ne cesse de croître. Proche des néo-libéraux et parfait anglophone, il est accueilli par Hayek au sein de la *Société du Mont Pèlerin*, avec laquelle il rompra (encore) plus tard, lui reprochant, dans une lettre à Milton Friedman, de s'être « *orientée de plus en plus vers un manichéisme selon lequel l'État ne peut rien faire de bien tandis que l'entreprise privée ne peut rien faire de mal* ».

Son livre le plus achevé, *Du Pouvoir*, sera d'abord célébré dans les plus grandes revues anglaises et américaines, avant d'être assez tardivement reconnu par l'Université française. En France, on retrouve sa signature dans *Ici France*, un hebdomadaire lancé par le comte de Paris. Bertrand de Jouvenel s'est rapproché du Prince et se présente désormais comme un monarchiste libéral. Les deux hommes resteront en contact au moins jusqu'en 1967. Bertrand de Jouvenel sera aussi un des pionniers de la prospective (Futuribles) et de l'écologie politique (ce qui est très souvent ignoré). L'ouvrage d'Olivier Dard permet de mieux saisir les facettes multiples de ce penseur original, parfois contradictoire, mais toujours fécond.

Patrick PIERRAN

Olivier Dard - « *Bertrand de Jouvenel* », Perrin, 528 pages, prix franco : 27 €. [Achat immédiat](#)

Un autre commencement

En cette période d'intense dépression il peut être salubre de tenter au moins une cure, sinon d'optimisme, du moins de sagesse, pour admettre que l'avenir peut comporter plus d'ouvertures intéressantes que de menaces paralysantes. Telle me semble être la vertu du dernier essai de Jean-Claude Guillebaud, qui, quinze ans après la sombre prophétie de Samuel Huntington sur un inéluctable *choc des civilisations*, apporte un démenti argumenté à la thèse du professeur d'Harvard. Comme il nous en a donné l'habitude, l'auteur a rassemblé une large documentation avant de tirer ses conclusions. Il avoue avoir été profondément transformé lui-même par son enquête, qui, en tempérant nombre de ses craintes, lui a souvent ouvert l'intelligence d'un monde nouveau en train de s'élaborer. Non que ce monde encore problématique soit sans risques mais la *métamorphose* à laquelle il nous conduit ne fait que renouer avec celles qui, au cours des âges, ont conduit l'humanité à ses plus belles aventures.

Là où Huntington voyait les différentes aires culturelles du monde se rétracter sur leurs différences en renforçant au point de les rendre irréductibles les affirmations identitaires, Guillebaud observe des mouvements divers, contradictoires, mais qui finissent par aboutir à une sorte de *métissage* généralisé. Que l'on ne croie surtout pas à un bréviaire de bons sentiments, à une idéologie forcenée de l'embrassade universelle. Guillebaud, d'abord, manie toujours les concepts avec une infinie précaution, il s'ingénie toujours à les complexifier ou à les déniaiser à l'aide des contradictions incessantes qui infléchissent leur développement. Et puis, l'homme de terrain, qui a passé une bonne partie de sa vie à explorer les continents, s'attache à mettre en tension observations et réflexions afin de tirer le meilleur parti de la dialectique qui meut l'histoire dans ses enchevêtrements infinis. En veut-on des exemples ? J'en retiens trois. L'islamisme, d'abord. C'était le meilleur argument pour le choc irréductible des civilisations. Et certes, de l'Irak à l'Afghanistan et jusqu'au cœur de l'Amérique, il continue à produire des ravages. Mais on ne saurait réduire l'actuelle évolution du monde musulman à cette radicalité, dont il n'est pas avéré d'ailleurs que le facteur religieux la définisse le plus adéquatement. L'islamisation, c'est-à-dire le retour indiscutable aux valeurs de l'Islam, ne passe pas prioritairement aujourd'hui par Al-Qaïda. On assiste dans nombre de pays musulmans au développement d'un **Islam de marché** qui intègre de plus en plus les normes de la mondialisation, en ce qu'elles ont d'ailleurs de meilleur et de pire : « *valeurs marchandes*,

technologiques, hédonistes, consuméristes, individualistes et managériales ». Guillebaud a noté une parenté entre ces musulmans modernes et les néo-conservateurs américains à propos d'une certaine *religiosité moralisatrice*. Voilà donc un premier indice de métissage.

Mais il en est d'autres, aussi significatifs, si l'on va chercher du côté des puissances dites émergentes. L'enquête nous mène en Chine pour un substantiel chapitre qui m'a passionné, notamment pour ses enjeux philosophiques. A priori, en effet, l'Empire du Milieu est un univers philosophique en soi, et en dépit de toutes les mutations de l'âge technique et mercantile, il faudrait se résoudre à sa radicale étrangeté par rapport à l'Occident. N'est-ce pas l'avis de ce grand sinologue qu'est François Jullien, qui n'a cessé d'opposer la pensée chinoise en ce qu'elle a « *d'oblique, d'allusif, de mouvant* » au logos aristotélicien. Mais les spécialistes se disputent à propos du taoïsme et de ses déformations. Jullien lui-même admet la coexistence dans la Chine moderne de la tradition occidentale et de celle du Tao, ce qui entraînerait de nouveaux équilibres facilités par un pragmatisme qui explique l'extraordinaire changement de cette puissance désormais incontestable. D'ailleurs l'évolution intellectuelle en marche peut se réclamer d'une synthèse plus ancienne, celle d'un John Dewey, penseur de l'utilitarisme qui avait longuement parcouru la Chine du début du vingtième siècle.

Le troisième exemple concerne évidemment le second géant d'Asie, cette Inde elle aussi en totale mutation et qui produit la même fascination à cause du contraste entre ses traditions immémoriales et sa modernité galopante. Les violences interreligieuses qui secouent régulièrement le pays peuvent faire craindre les débordements extrémistes d'un hindouisme qui submergerait les digues de la plus grande démocratie du monde. Mais là encore, force est de constater que le retour aux traditions coexiste avec une modernisation technologique et consumériste. Et la religiosité en expansion participe elle-même d'une occidentalisation qui l'a reformatée. Ainsi, les civilisations chères à Huntington peuvent bien chercher à se mieux identifier, mais elles se meuvent dans un contexte spécifique qui contribue en même temps à les faire participer d'un immense échange à la mesure de la transformation qui affecte le monde dans son ensemble.

Je n'ai pu m'attarder, comme il aurait fallu, sur les chapitres où Guillebaud approfondit les difficultés inhérentes à la mondialisation culturelle. C'est là où la discussion devrait se concentrer. Si l'Occident est contraint d'accepter son statut de *province du monde* et si ses concepts universalistes doivent entrer dans une délibération avec les autres cultures il n'est pas avéré que l'exigence philosophique ne sera pas écrasée sous le poids d'un utilitarisme égalisateur. Mais la crise économique actuelle ne devrait-elle pas sonner l'alerte pour que l'*Argent* dénoncé par Péguy ne vienne pas détruire les ressorts les plus précieux de nos cultures diverses et de notre monde commun ?

■ Jean-Claude Guillebaud - « *Le Commencement d'un monde* », Seuil, prix franco : 24 €.

 Achat immédiat

par Gérard Leclerc



Du neuf !

Quoi de neuf ? Socrate ! Quoi de neuf, encore ? Marx ! Ce n'est pas une plaisanterie mais le résumé que l'on peut faire du dernier numéro du *Magazine littéraire*, que dirige Joseph Macé-Scaron (1). Bien entendu, ce magazine ne se résume pas aux deux noms cités. On y trouve des articles consacrés à Jean-Marie Le Clézio, prix Nobel de littérature, un entretien avec Hélène Cixous, une chronique de Jean-François Colosimo sur la toute-puissance de Dieu... en librairie.

Mais les deux principales vedettes du numéro sont incontestablement Socrate et Marx. Le premier, toujours présent à nos pensées, apparaît curieusement dans une biographie écrite et jamais publiée par Albert Thibaudet, admirable critique littéraire qui se révèle bon philosophe amoureux de la Grèce. Nous en reparlerons...

Quant à Marx, les *Nouveaux philosophes* avaient proclamé sa mort mais, là aussi, ils ont loupé leur coup. Le vieux Karl reparait, plus jeune et plus vieux que lui-même. Plus jeune, parce que débarrassé du maquillage au plomb des bas-léninistes et des archéostalinistes. Plus vieux, parce que devenu un classique de la philosophie sociale qui mérite comme tous les autres attention et discussion. Présenté par Patrice Bollon, le dossier réunit des marxistes et des marxologues (Jacques Bidet, Daniel Bensaïd, Gérard Duménil, Miguel Abensour...) et expose, dans son ampleur et ses limites, tous les aspects de l'œuvre.

Annette DELRANCK

(1) *Le Magazine littéraire*, n°479, octobre 2008. 5, 80 € dans les kiosques.

De d'Artagnan à Zidane

Une lettre d'amour à la France en quatre cent pages éblouissantes.

Peut-on aimer la France, le déclarer, l'écrire, sans déclencher haussements d'épaules et autres sarcasmes fustigeant le réactionnaire ou le nationaliste raciste ? Denis Tillinac vient de s'y essayer sans complexe ni arrogance dans la belle collection *Dictionnaire amoureux* de...

Un dictionnaire appelle à l'ordre alphabétique, la table des matières permet de vagabonder au fil de ses entrées qui expliquent et justifient la passion de l'auteur. Hommes, femmes, événements, paysages et monuments, le choix est vaste. Aimer c'est choisir, par où commencer ? Feuilletant le livre j'ai été immédiatement conquis par la beauté de la langue, les mots simples et précis, un beau témoignage rendu à l'aimée.

J'ai donc ouvert à *Langue française* enrichie de siècle en siècle par de multiples apports étrangers. L'amoureux écrit entre autre « *Les anglicismes pimentent la sauce, ne me dérangeant pas.* » Ici je ferai l'unique réserve sur l'ensemble du texte, Tillinac n'est donc pas dérangé par l'insupportable *supporter* ; supporter une équipe ? un champion ? Abominable.

Et commence une promenade jubilatoire, affectueuse, ironique, émouvante. Saint-Denis où « *on peut s'offrir un long voyage dans l'histoire de France pour le prix d'un ticket de métro.* » Cette histoire qui émerge à partir de Méro-

vée du désordre inouï du V^e siècle passant par toutes sortes de peuples et d'individus, Vercingétorix ou Jeanne d'Arc dont l'auteur ne récuse aucun détail de ce qui fait la beauté mystérieuse de son aventure, les moutons, les voix et l'humble bergère « *a compris d'instinct la nécessité, le sacre de Charles VII à Reims pour en finir avec le conflit de la légitimité.* » Naturellement Henri IV apparaît, le plus aimé de nos rois. Au-delà du truculent coureur de coquilles ce maître es politique « *d'une certaine façon tous nos grands politiques depuis Richelieu jusqu'à de Gaulle ont gouverné dans le droit fil de son pragmatisme contre les ultras des deux bords, contre les puissants des deux bords.* » La France aimée se construit, des saint(e)s « *sans Lourdes et sans Liseux la France ne serait pas la même.* » Des héros, de ceux qui raniment la flamme qui vacille les jours de défaite, tel Leclerc « *ce maurrassien qui s'est donné à la République* » à Koufra, et cette Légion Étrangère qui fascine l'auteur pourtant « *taillé dans du bois qu'on ne peut habiller d'un uniforme.* » Ne pas oublier ces hussards noirs, instits de la III^e, payés des clopinettes et dont la mission était de « *forger des citoyens probes et dignes, aimant la France et la République.* »

Et passent les pages où l'essentiel est dit. Naturellement cette passion serait incomplète si l'auteur oubliait le rugby des frères Boniface. Le foot de

Zidane et la gastronomie « *c'est une religion avec son droit canon, ses théologiens (Brillat-Savarin), ses réformateurs, ses hérétiques, sa sémantique.* » Quant au mythe, on trouvera mai 68, celui de l'auteur qui en surprendra beaucoup. Heureux jeune homme !

Faut-il le préciser ? Pas un mot n'est écrit contre l'étranger accepté, si possible intégré, assimilé. C'est la France qui accueille poètes, écrivains, réprouvés, réfugiés politiques en fait toutes les dissidences. Certes la belle a ses faiblesses, ses zones d'ombre, ses personnages douteux. Cette déclaration n'est pas le lieu où l'on geint, pas de repentance, d'autoflagellation, et c'est bien ainsi. Cette France, Denis Tillinac en admire les multiples facettes avec des yeux d'esthète, c'est un objet d'art unique. Le poète Pierre Louÿs a pu écrire *L'amour est un art*. Voilà qui est illustré de splendide façon.

Michel FONTAURELLE

Denis Tillinac - « *Dictionnaire amoureux de la France* », Plon, prix franco : 25 €. 

Philippe Delorme

Les princes du malheur

Le destin tragique des enfants de Louis XVI et Marie-Antoinette

Prix franco : 20 €

 **Achat immédiat**

Campagne de promotion de rentrée

Utilisez nos autocollants publicitaires pour Royaliste



De format 99x38 mm très visible (imprimés en noir sur fond jaune)

Vendus par planche de 14

Tarif :

1 planche 1 € franco

à partir de **2 planches** :
0.70 € franco la planche

à partir de **10 planches** :
0.65 € la planche

RELIURES

ATTENTION - Cet article est en voie d'épuisement, et nous ne sommes pas sûrs de le renouveler.

Nous mettons à la disposition des lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une très belle reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

➤ Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 15 € franco.

➤ Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 2,60 € pièce).

➤ Vendus aussi par année complète (46 € franco) de 1977 à 2007 (sauf 1979).

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st>
(Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

Quelques changements dans l'organisation des "Mercredis".

Afin d'améliorer la qualité de nos "Mercredis" deux modifications notables :

- 1/ La porte sera irrévocablement fermée à partir de 20h15 et nous n'accepterons plus personne ensuite.
- 2/ Les personnes désireuses de participer au repas sont priées de s'inscrire dès leur arrivée. Nous prendrons les inscriptions dans la limite des places disponibles.

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR, se réunira à Paris le **dimanche 30 novembre** prochain.

Les membres du Conseil recevront en temps utile la convocation et l'ordre du jour mais ils sont priés de noter cette date afin d'être présents.

CONGRÈS 2009

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 7 et 8 mars 2009.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 7 mars). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "*La crise alimentaire*" et, d'autre part, "*Participation et droit des salariés*".

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 22 octobre** - A l'occasion de la publication de son précédent livre, **Simon EPSTEIN** nous avait révélé le destin des nombreux antidreyfusards qui devinrent Collaborateurs entre 1940 et 1944. Élargissant son enquête, notre invité montre dans une nouvelle étude que beaucoup de militants de la gauche antiraciste ont structuré la Collaboration alors qu'un nombre significatif de militants de la droite antisémite ont joué un rôle important dans la Résistance. Il y a là un « **Paradoxe français** » qui ruine la légende d'une gauche qui aurait toujours été impeccable quant à la défense des droits de l'homme et de la démocratie. Simon Epstein, économiste et historien qui vit et enseigne à Jérusalem depuis 1974, nous permettra de comprendre les processus de la trahison et la redécouverte, aux heures tragiques, d'un patriotisme délivré de ses pulsions racistes et xénophobes.

● **Mercredis 29 octobre et 5 novembre** – Pas de réunion en raison des vacances de la Toussaint.

● **Mercredi 12 novembre** - Jean-Luc Gréau a été directeur des études du CNPF devenu Medef. Dès 1978, il décrivait dans un ouvrage *Le capitalisme malade de sa finance* puis il s'interrogeait en 2005 sur *L'Avenir du capitalisme* et c'est à cette occasion que nous avons engagé avec lui le débat.

En septembre dernier, au moment où la crise financière gagnait en intensité, **Jean-Luc GRÉAU** dénonçait dans un nouvel ouvrage « *La trahison des économistes* ». Les experts patentés se sont rendus à la vulgate ultra-libérale. Ils ont adhéré et propagé une théorie révolue de la concurrence internationale. Ils ont glorifié l'introuvable « gouvernance ». Ils ont justifié une spéculation suicidaire. Ils nous ont plongés dans une crise d'une violence inouïe, aux conséquences encore incalculables. Avec Jean-Luc Gréau, nous ferons le point sur la crise financière et nous réfléchirons sur les mesures qu'il propose : nouvel impératif protectionniste, réorientation du crédit, nouvelle organisation de l'Union européenne.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)
ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Constat de faillites

Depuis la première décade d'octobre, il est certain que ce ne sont pas seulement les sociétés (boursières) de parieurs qui se sont effondrées mais l'idéologie ultra-libérale et toutes les formes de cette « gouvernance » que nous étions bien peu (1) à récuser avant l'été.

Je n'insiste pas sur le premier point : l'ultra-libéralisme a été tué dans son principe par les Anglais et les Américains lorsqu'ils ont décidé de nationaliser des banques en perdition. La réunion du G7, le 10 octobre, a entériné et élargi cette liquidation précipitée de la sacro-sainte concurrence et des automatismes bienfaisants. Certes, Christine Lagarde et ses collègues croient que les établissements mis sous contrôle public seront restitués au *marché* lorsque la tourmente sera passée. C'est refuser de voir que nous sommes en train de vivre une *grande transformation* qui ne touchera pas seulement la finance, l'économie et la monnaie.

Ce qui est en train de faire faillite sous nos yeux, c'est toute une conception de la *gestion* des affaires publiques, nationales et internationales :

Faillite de la « gouvernance » mondiale. Elle était manifeste lors de la réunion du G7, après une semaine de panique boursière : le plan en cinq points annonce des mesures qui sont en cours (sauver les banques de la faillite, leur fournir les liquidités nécessaires, protéger les déposants) et entérine les nationalisations faites ou préparées. Quant à l'obligation faite aux banques de révéler leurs pertes, elle est imposée avec un an de retard !

Faillite de la « gouvernance » européenne. Si tant est qu'on puisse parler d'Europe... Car nous assistons à d'étranges réunions tenues par certains États qui parlent au nom de l'ensemble de l'Union européenne dans un désordre total. Il y eut le 4 octobre une réunion du G4 (les quatre pays européens membres du G7) qui a donné lieu à de fortes déclarations sur la *concertation* alors que les participants étaient en désaccord profond et s'autorisaient des solutions nationales à la crise bancaire.



Cette réunion du G4 fut qualifiée de « fiasco » par le ministre espagnol de l'Intérieur qui rappela que « *l'Europe, c'est 27 pays* ». Par la suite, on vit les Anglais relancer l'idée d'un plan de sauvetage européen que la chancelière allemande avait rejeté et que l'Élysée avait piteusement abandonné pour sauver la réunion des *Quatre*. Ce que n'empêcha pas Christine Lagarde de déclarer qu'elle n'excluait pas « définitivement » la proposition britannique... à nouveau condamnée par Madame Merkel le 11 octobre. On se souvient que les bonnes résolutions du G4 (concertation, réforme de la finance internationale) n'ont pas

retardé d'une seconde la catastrophe boursière.

L'Eurogroupe fut donc convoqué dans l'urgence, le 12 octobre. Mais cet organisme ne réunit même pas la moitié des pays-membres de l'Union et s'occupe des questions monétaires (avec une Banque centrale indépendante !) alors que l'ensemble de l'Europe est confronté à une crise financière. Cette incohérence se double d'une illusion puisque l'Eurogroupe n'a pas de pouvoir de décision. Que fait le Conseil européen des ministres de l'économie et des finances ?

Faillite des organes européens supranationaux : les adjurations de Jean-Claude Trichet, contraint le 9 octobre à une baisse du taux directeur de la Banque centrale, ont été sans effet sur les marchés financiers européens le 10 octobre ; la Commission européenne se contente pour sa part d'entériner les plans de nationalisation et les atteintes au principe de concurrence. Dire qu'on voulait graver dans le marbre constitutionnel la « concurrence libre et non faussée » ! A Francfort et à Bruxelles, nous avons affaire à des tigres de papier.

Faillite de la « gouvernance » française. Nous devrions nous réjouir de la réaffirmation du rôle de l'État national, capable d'agir beaucoup plus vite que les lourdes machines européennes et mondiales, mais nous constatons avec angoisse la carence de Nicolas Sarkozy et de ses proches. Ils pourraient entraîner l'Europe continentale sur la voie d'un Tarif extérieur commun, réaliser un programme de nationalisations préventives, mettre en œuvre un plan de relance économique et de progrès social, se préparer à affronter une crise monétaire. Ils pourraient... mais ils n'ont pas de volonté.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. Madeleine Arondel-Rohaut et Philippe Arondel, *Gouvernance, une démocratie sans le peuple ?* Ellipses, 2007, prix franco : 18 €. Achat immédiat